

Déclaration de Lothar de Maizière lors de la signature du traité d'Union monétaire, économique et sociale entre la RFA et la RDA (Bonn, 18 mai 1990)

Légende: Le 18 mai 1990, lors de la signature du traité d'Union économique, monétaire et sociale entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la République démocratique allemande (RDA), Lothar de Maizière, président du gouvernement est-allemand, souligne l'importance de l'accord pour la réunification de l'Allemagne.

Source: L'unification de l'Allemagne en 1990. Bonn: Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, Avril 1991. 192 p.

Copyright: (c) Office de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_lothar_de_maiziere_lors_de_la_signature_du_traite_d_union_monetaire_economique_et_sociale_entre_la_rfa_et_la_rda_bonn_18_mai_1990-fr-a4db26df-0f0b-4816-8204-205768ef40e7.html

Date de dernière mise à jour: 25/10/2012

Déclaration de Lothar de Maizière (Bonn, 18 mai 1990)

La journée d'aujourd'hui est importante pour nous. Elle marque le début de la réalisation concrète de l'unité allemande. L'union monétaire, économique et sociale rend en effet le processus d'unification irréversible. Nous nous sommes rapprochés aujourd'hui de notre but en franchissant un pas décisif vers le parachèvement de l'unité allemande dans la liberté et dans un ordre de paix européen.

Le Traité d'Etat est un traité conclu entre les deux gouvernements en Allemagne. Il montre dans son essence que les deux gouvernements sont désireux de ne pas réaliser d'en haut le processus d'unification. Le rapprochement des deux Etats de l'Allemagne divisée commence bien plus au niveau des hommes et de leurs conditions de vie. Ce sont les intérêts des hommes des deux Etats allemands qui ont servi de critères à notre action dans nos pourparlers et nos négociations de ces dernières semaines.

L'esprit dans lequel ce traité a pris naissance correspond aux objectifs et aux aspirations des hommes en R.D.A., à savoir la liberté, la prospérité et la justice sociale. Ce ne sont pas des Etats étrangers qui ont négocié mais des compatriotes et des amis qui ne veulent plus être éloignés les uns des autres.

Depuis la déclaration gouvernementale prononcée il y a un mois, on n'a cessé d'oeuvrer nuit et jour à ce traité. J'adresse mes remerciements aux centaines de collaborateurs qui ont fourni cette somme de travail. Le Traité constitue une oeuvre remarquable. Je tiens à remercier personnellement M. Tietmeyer et M. Krause et je présente en même temps mes remerciements à tous leurs collaborateurs.

Ce Traité est un compromis. Il n'est cependant pas le résultat d'un marchandage d'avantages mais un ouvrage réussi et équilibré. C'est un guide solide destiné à introduire une économie sociale de marché à caractère écologique.

En ce jour, je m'adresse tout d'abord aux citoyennes et aux citoyens de la R.D.A.:

En introduisant le deutschemark, l'indexation des retraites et l'assurance chômage ainsi que les aides destinées au budget d'Etat de la R.D.A., la République fédérale d'Allemagne a eu un geste politique généreux. Personne ne doit oublier ce que serait la valeur réelle du mark de la R.D.A. sur un marché libre. Et personne ne doit se faire d'illusions sur la gravité de la crise économique de la R.D.A. Nous ne pouvions et ne pouvons pas continuer comme par le passé.

Tous les rêves que le Traité d'Etat avait suscités chez certains n'ont pas pu se réaliser. Personne n'ira cependant plus mal qu'avant. Bien au contraire. Quel pays bénéficie d'aussi bonnes conditions de départ que nous grâce à ce Traité?

C'est au tour de la R.D.A. maintenant d'en tirer le meilleur parti. Sur la base d'une vision réaliste de la situation, nous devons développer un esprit de pionnier pour nous mettre à la tâche avec engagement. avec assurance et en ayant confiance dans nos propres forces. Dans cet esprit, nous veillerons à ne jamais perdre de vue la justice sociale. En ce qui concerne notre engagement social, personne ne peut, pour l'heure, nous en remontrer.

Aux citoyennes et aux citoyens de la République fédérale d'Allemagne, je voudrais dire ceci:

Mon gouvernement a en premier lieu la responsabilité des Allemands de la R.D.A. et de leurs intérêts. C'est le mandat qu'il a reçu des électeurs dans notre nouvelle démocratie.

Mais, parallèlement, nous avons avec le gouvernement fédéral à assumer la responsabilité commune d'un avenir indivisé. La stabilité du deutschemark et la garantie d'un équilibre économique d'ensemble en République fédérale d'Allemagne et en R.D.A., c'est-à-dire dans le nouvel espace économique commun, sont aussi les objectifs de la R.D.A. Je promets que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour investir à bon escient les moyens que la République fédérale d'Allemagne met à notre disposition.

L'aide occidentale a pour nous valeur d'aide à l'auto-assistance. A longue échéance, nous ne voulons pas de cadeau. Nous entendons oeuvrer nous-mêmes à la construction de notre avenir.

Compte tenu de l'envergure du projet d'union monétaire, économique et sociale, il est naturel qu'il y ait des discussions dans les deux Etats allemands. Je trouve toutefois surprenant que certains en Allemagne éprouvent plus d'inquiétudes que d'espérances. Trop nombreux sont ceux qui chez nous reculent devant la montagne de problèmes qui nous attendent et dont on ne peut nier l'existence.

Peut-être qu'à cet égard également, nous autres Allemands devrions être moins centrés sur nous-mêmes et plus tournés vers l'Europe. Je suis persuadé qu'aucun Allemand ne sera plus pauvre à l'issue du processus d'unification, mais qu'ensemble nous irons tous mieux. Et ce, non pas aux dépens de l'Europe mais au profit d'un développement paneuropéen dans la paix, la liberté, la prospérité et la justice sociale.

C'est pourquoi l'unité de l'Allemagne ne devrait pas se réaliser dans une opposition jalouse mais dans un esprit de solidarité fructueuse. «Nous autres» et «vous autres», «chez nous» et «chez vous», les occidentaux («Wessis») et les orientaux («Ossis»), - autant de termes qui devraient bientôt disparaître de notre vocabulaire.

Le gouvernement de la R.D.A. va maintenant soumettre ce Traité à la Chambre du Peuple librement élue. Je souligne à ce propos notre ferme volonté de respecter le calendrier prévoyant l'entrée en vigueur de l'union monétaire, économique et sociale à partir du 2 juillet 1990.

Les résultats des négociations sur le Traité d'Etat sont courageux, uniques et porteurs d'espoir.

Courageux, parce que, après quarante ans d'économie planifiée socialiste, il n'a fallu que quatre semaines pour négocier ce Traité qui touche directement tous les Allemands de la RDA dans leur existence et dans leur avenir.

Uniques, parce que c'est la première fois qu'une économie à planification autoritaire est transformée, à une date déterminée, en économie sociale de marché.

Et, enfin, porteurs d'espoir. Nous réussirons, parce que des deux côtés, nous sommes tenus de réussir, voire condamnés à réussir.

Une chance vraiment grande et unique nous est offerte. De telles chances ne se renouvellent généralement pas dans l'histoire. Nous voulons résolument saisir cette chance de réaliser la liberté, la paix et la justice.